

## Mandel et Matti contre une direction révolutionnaire

# Pas d'issue dans le SU

Au cours d'un meeting « Sur l'avenir du socialisme » qui s'est tenu le 8 avril dernier à New York, le dirigeant du Secrétariat unifié (SU), Ernest Mandel, a brossé un sombre tableau de la « crise de crédibilité » du socialisme. « *Le stalinisme d'un côté, la social-démocratie de l'autre, ont fait misérablement la preuve de leur incapacité à changer le monde* », a déclaré Mandel. Soyons précis – depuis des dizaines d'années, les stalinien et les sociaux-démocrates ont *trahi* la classe ouvrière, saboté et y compris noyé dans le sang des révolutions pour le compte de la bourgeoisie. Cette « *crise de la direction révolutionnaire* » a conduit Léon Trotsky à fonder un nouveau parti d'avant-garde international, la Quatrième Internationale. A l'« *époque des guerres et des révolutions* », une direction révolutionnaire intransigeante constitue une condition indispensable pour la victoire du prolétariat.

Aujourd'hui, les régimes stalinien se sont effondrés en Europe de l'Est, et en Union soviétique sont menacés les acquis hérités de la révolution d'Octobre 1917 et qui avaient subsisté en dépit de la dégénérescence bureaucratique. Le massacre du peuple irakien par les impérialistes a montré à quoi mène la politique de conciliation de l'impérialisme chaque jour plus éhontée des héritiers de Staline au Kremlin – depuis le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan jusqu'à l'acceptation de l'annexion capitaliste de la RDA. Les idéologues impérialistes célèbrent la « *mort du communisme* ». En Allemagne, la social-démocratie a joué le rôle de cheval de Troie de la contre-révolution en pavant la voie à une réunification capitaliste au sein d'un Quatrième Reich de l'impérialisme allemand (ce qui était depuis longtemps le but visé par l'*Ostpolitik* du SPD). Que préconise donc le dirigeant du soi-disant « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » ? Eh bien, dernièrement, à Moscou, il a appelé à l'« *unité* » des partis stalinien et sociaux-démocrates ! Il semblerait que la « *crise de crédibilité* » réside dans le SU.

Le caractère fondamental du SU, c'est le suivisme et ses racines en sont profondes. Il y a quarante ans, Ernest Mandel était devenu un des thuriféraires les plus en vue et les plus capables du courant révisionniste dirigé par Michel Pablo. S'adaptant à la stabilité apparente et à l'expansion géographique du stalinisme en Europe de l'Est au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, Pablo et Mandel envisageaient pour l'avenir « *plusieurs siècles* » d'Etats ouvriers déformés, et avaient inventé une « *nouvelle réalité mondiale* », dans laquelle les partis stalinien pouvaient être contraints à « *adopter une orientation approximativement révolutionnaire* ». Pablo appelait les trotskystes à l'entrisme dans les partis stalinien et sociaux-démocrates de masse, afin de les pousser vers la gauche (voir notre brochure de février 1990, « *Trotskyism: What It Isn't and What It Is!* » et « *Genèse du pablisme* », *Spartacist* édition française n°4).

Pendant des dizaines d'années, les partisans de Pablo et de Mandel découvrirent des multitudes de « nouvelles avant-gardes de masse ». Dans les années 1960, ce furent le « *socialisme algérien* » de Ben Bella, la Révolution cubaine et le guérillisme, les « *gardes rouges* » de Mao, le radicalisme des « *universités rouges* » et bien d'autres choses encore. Dans les années 1970, ce furent les officiers portugais et la « *révolution islamique* » de Khomeiny en Iran. Tout ce qu'on peut imaginer, ils s'y sont accrochés – parce qu'ils n'avaient aucune confiance dans la capacité du prolétariat de lutter pour le pouvoir sous la direction d'un parti mondial trotskyste.

Mais quand il s'agit d'une bataille frontale avec la contre-révolution, ces opportunistes invétérés n'ont guère de marge de manœuvre.

Mandel se lamente sur la « *crise de crédibilité du socialisme* » et recherche désespérément quelque force présentable à laquelle s'accrocher en Europe de l'Est et en Union soviétique. Quant aux partisans de « *sa* » majorité – un pot-pourri qui va de Verts aux capitalistes d'Etat –, ceux-ci ne sont pas concernés outre mesure par les machinations moscovites de Mandel. Pour les sections nationales mandéliennes, l'appétit principal est toujours dans leur propre pays.

De son côté, une minorité significative dans le SU applaudit ouvertement aux progrès de l'impérialisme en Allemagne et en Europe de l'Est. Eux aussi sont fidèles à la tradition du SU, qui pendant la dernière décennie a soutenu pratiquement tous les « *dissidents soviétiques* » pro-occidentaux et toutes les manifestations de nationalisme réactionnaire – depuis le soutien à Solidarność jusqu'aux articles rendant hommage aux fascistes pronazis des Pays baltes. Il est possible que l'éternel centriste Mandel, comme il l'a déjà fait dans le passé, n'aille pas jusqu'au bout de son programme liquidationniste. Mais il ne faut pas qu'il s'étonne de voir que ses partisans, après avoir hurlé avec les loups impérialistes sur l'Afghanistan et la Pologne, continuent à hurler aujourd'hui.

### Ministres, flics... et crédits de guerre pour la répression antitamoule

Pendant les années 1980, Mandel vitupérait à la tribune des meetings contre les spartacistes « *briseurs de grève stalinien* », parce que nous mettions en garde contre la nature clérical-réactionnaire de Solidarność. Mandel déclarait alors que les dirigeants de Solidarność étaient les meilleurs socialistes au monde, et les mandéliens se gargarisaient de leurs liens avec les conseillers « *trotskystes* » de Walesa, comme Jacek Kuron. En septembre 1989 – cinq mois après l'élection d'un gouvernement dominé par Solidarność, qui avait immédiatement commencé à mettre en application son programme de restauration du capitalisme –, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) appelait encore à un gouvernement 100 % Solidarność (*Rouge* n° 1365, 31 août-6 septembre 1989) ! Moins d'un mois plus tard, Mandel annonçait sans honte qu'il venait d'écrire sa « *dernière lettre* » au « *camarade Kuron* », lequel occupait à présent le poste de ministre du Travail dans le gouvernement de Solidarność – et était chargé à ce titre d'empêcher les ouvriers polonais de lutter contre l'austérité et la réaction clérical imposées par Solidarność. Lors d'un meeting à Montréal en octobre 1989, Mandel déclarait : « *Je ne parle pas à des ministres* ». Et aujourd'hui, au moins un des membres du groupe polonais pro-SU Kret est adhérent de Solidarność 80, un groupe qui a scissionné d'avec Walesa sur la base d'un anticommunisme encore plus radical, et dont les dirigeants attisent ouvertement l'antisémitisme.

Mandel adresserait-il la parole à son camarade premier flic d'un canton de la Suisse, cette petite enclave capitaliste où règnent l'autosatisfaction et la vilenie sociale ? Au terme d'une campagne électorale commune avec les Verts, un des dirigeants de la section suisse du SU a été récemment élu ministre de la Justice et de la Police du canton de Zug. Et quid de Petr Uhl, qui occupe le poste d'un des principaux porte-parole du gouvernement pro-restauration capitaliste tchécoslovaque de Vaclav Havel en tant que directeur (nommé par le gouvernement) de l'agence de presse tchécoslovaque CTK ? Où est donc le problème avec Kuron, dont le seul crime est d'avoir réussi – comme ministre du Travail d'un gouvernement de Solidarność que le SU a appelé de ses vœux pendant quelque dix

années ?

Mais le SU a des années d'expérience dans la répudiation de forces auxquelles il était accroché, quand leurs crimes contre la classe ouvrière deviennent manifestes pour tout le monde. Prenons l'exemple de l'ancienne section du SU à Ceylan, le Lanka Samasamaja Party (LSSP). En 1960, le LSSP avait constitué un pacte électoral de front populaire avec les stalinien et le Sri Lanka Freedom Party (SLFP) – un parti bourgeois qui en 1956 avait donné force de loi à la discrimination antitamoule avec sa loi sur l'usage exclusif du cingalais, jetant ainsi les bases des affrontements intercommunautaires sanglants que connaît aujourd'hui le Sri Lanka. Le « *Secrétariat international* » de Michel Pablo ne fit aucune objection à ce pacte électoral. Ce fut seulement après que le LSSP eut accepté avec empressement des portefeuilles ministériels dans le gouvernement du SLFP, en 1964, qu'il fut précipitamment exclu par un SU embarassé. Le SU accueille aujourd'hui dans ses rangs le New Samasamaja Party (NSSP), dont les cadres étaient demeurés à l'intérieur du LSSP pendant que celui-ci participait au gouvernement capitaliste, y compris quand ce gouvernement menait une répression sanglante contre le soulèvement de la jeunesse cingalaise radicale dirigé par le JVP (devenu depuis une organisation fascisante).

Le NSSP est aujourd'hui engagé, aux côtés des stalinien, dans une alliance de front populaire « *d'opposition* » avec le SLFP. Il a fait savoir clairement qu'il soutiendra comme candidate à l'élection présidentielle la dirigeante antitamoule du SLFP, madame Bandaranaike, qui était au pouvoir à l'époque de la répression sanglante contre le JVP. Le dirigeant du NSSP Vasudeva Nanayakkara, qui est aussi député, a voté au Parlement pour le budget supplémentaire de la « *défense* » du gouvernement de l'UNP, un budget destiné à poursuivre la répression sanglante de la minorité tamoule insurgée !

### Scandales politiques, désarroi organisationnel

Quand s'est ouvert le « *13ème congrès mondial* » du SU, début février de cette année, la tonalité générale était négative. Tout est résumé dans le titre d'un reportage peu flatteur écrit par un militant de longue date du SU, et publié dans le journal allemand *Sozialistische Zeitung* : « *Davantage de problèmes, moins de membres* ». En Europe de l'Ouest, le nombre de militants a chuté de 25 % depuis le dernier congrès mondial, en 1985, et l'organisation est particulièrement faible dans les grandes puissances impérialistes : Japon, Etats-Unis et Allemagne. (Lors du congrès mondial, tous les militants de sexe masculin ont été exclus de la section japonaise, suite à plusieurs années de scandales cachés et à la constitution par plusieurs militantes d'un groupe séparé en réaction à des affaires de violences sexuelles.) Dans plusieurs pays – comme la Grande-Bretagne et l'Italie – l'existence même d'une section est impossible à détecter, le ou les groupes locaux du SU s'étant simplement liquidés dans des organisations social-démocrates ou d'autres groupes de gauche.

En Allemagne, les forces mandéliennes à l'Ouest ont fusionné à froid il y a cinq ans avec d'ex-maoïstes, fusion négociée sous la condition que le groupe qui en a résulté (le VSP) ne soit pas affilié au SU. Que fit le VSP quand un début de révolution politique secoua la société est-allemande, et que toutes les justifications idéologiques et toutes les institutions des Etats ouvriers déformés furent remises en question ? *Le VSP interdit à ses membres de mener quelque travail politique que ce soit à l'Est*. Aujourd'hui encore, alors même que les deux Allemagne ont été réunies en un

seul Etat, les mandéliens de l'Est et de l'Ouest sont censés se limiter strictement à « *leur* » domaine respectif !

A la veille du congrès, l'organisation de jeunesse de l'ancienne section « *vedette* », la LCR française, était entrée en rébellion ouverte, quoique programmatiquement contradictoire, contre la ligne social-pacifiste de la majorité européenne sur la guerre du Golfe. Plusieurs centaines de membres de la LCR, qui en compte sur le papier un peu plus d'un millier, ne se sont même pas donné la peine de voter dans les assemblées délibératives précédant le congrès. Et il y a le bloc de l'opposition (dite HCMM), dont le principal porte-parole est Matti, un oppositional de longue date dans la section française, qui s'est félicité sans vergogne de la montée et du triomphe des forces de la réaction capitaliste « *antistalinienne* ».

De son côté, après avoir publiquement répudié le trotskysme il y a plusieurs années de cela, les réformistes pro-Castro éclectiques du SWP américain, dirigé par Jack Barnes, ont finalement scissionné du SU en juin de l'année dernière. Mais même avec la disparition de la scène du SWP, il y a toujours aux Etats-Unis deux organisations et demi qui revendiquent leur affiliation au SU de Mandel : Socialist Action (SA), la Fourth Internationalist Tendency, et une fraction du groupe capitaliste d'Etat Solidarity. SA, qui pendant la discussion préparatoire à la conférence a fait un bloc partiel avec la fraction Matti sur la base d'une stalinophobie virulente, se raccroche à la tradition du SWP des années 1970, où Joseph Hansen, contre les guérillistes par procuration des mandéliens, maniait habilement l'« *orthodoxie* » trotskyste pour couvrir le misérable réformisme et le légalisme à tous crins du SWP.

Sous la houlette de Nat Weinstein, Socialist Action s'est finalement dissocié de l'opposition mattiste en constituant sa propre tendance « *internationale* », laquelle a obtenu 1 % des voix au congrès mondial. SA, dont les positions politiques sont en tout état de cause à droite de celles de Matti, a pris de l'importance uniquement du fait que ce groupe est loin de l'Europe, de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, les régions où dans le SU l'effervescence politique est actuellement la plus grande. Pour éviter d'assister de près aux manœuvres corrompues et aux tentatives de séduction de Matti en direction du Parti socialiste, ceux qui sont réticents à tirer jusqu'au bout les conclusions programmatiques de leur dégoût à la fois de Mandel et de Matti accordent volontiers foi aux spéculieuses poses « *trotskystes orthodoxes* » de SA. Ils aimeraient bien entretenir l'illusion que SA a les mains propres.

### Socialist Action : un cas d'école de social-patriotisme

En fait, les vrais appétits de Socialist Action ont été fort clairs depuis la création de cette organisation. Pendant la grève des cars Greyhound en 1983, ils se sont mis en avant en cherchant, pour le compte de la bureaucratie syndicale, à empêcher les grévistes combattifs de stopper les cars jaunes. Pendant la guerre du Golfe, les partisans américains du SU ont joué à celui qui imiterait le mieux la façon front-populiste dont le SWP « *dirigeait* » le mouvement contre la guerre du Vietnam (mais seul SA a pu avoir un certain impact). Pour tous ces groupes, cette période de la guerre du Vietnam est l'« *âge d'or* » du SWP, la tradition qu'ils évoquent avec nostalgie quand ils déplorent la dégénérescence du SWP d'aujourd'hui, devenu une secte stalinoïde et excentrique.

A l'époque de la guerre du Vietnam, le SWP s'était débarrassé de son vernis centriste pour sauter sur « *la grosse occasion* ». Ils avaient

battu les stalinien à leur propre jeu éculé – par exemple les tentatives de censure en imposant des mots d'ordre « officiels », par la manipulation des comités antiguerre en dissimulant leur appartenance organisationnelle, tout cela pour rendre aussi invisible que possible la participation des « rouges », y compris eux-mêmes – et étaient devenus ainsi les « meilleurs organisateurs » du mouvement de la paix. C'est l'organisation par le SWP de l'aile droite de la radicalisation antiguerre – en construisant des « mobilisations de masse » entièrement dominées politiquement par le Parti Démocrate – qui a marqué le passage de cette organisation dans le camp du réformisme avéré. De nombreux jeunes étudiants voulaient s'opposer à l'impérialisme US et étaient pour la victoire des forces révolutionnaires vietnamiennes. Le SWP, qui s'opposait à eux et les dénonçait comme des « rouges », était l'incarnation de front-populisme « pacifiste-légaliste », « unithématique » ; il jouait le rôle d'organisateur pour les politiciens libéraux et les apparatchiks syndicaux, contre la menace que représentait pour le système capitaliste la guerre qui était en train d'être perdue et la montée du mouvement hétérogène qu'était la Nouvelle gauche. A cause de ce rôle qu'il jouait, le SWP constituait un repoussoir pour de nombreux jeunes radicalisés.

Tandis que les Etats-Unis et leurs « alliés » impérialistes faisaient pleuvoir la destruction et la mort sur les masses irakiennes, Socialist Action menait le troupeau des « militants de la paix », aux cris de « Pas de nouveau Vietnam » – autrement dit, pas de nouvelle défaite pour l'impérialisme US. Au nom de l'« unité », et en cherchant ouvertement à trouver un terrain d'entente avec des forces, bourgeoises ou autres, qui soutenaient les buts de guerre de l'Amérique – par exemple, la multitude de partisans d'une meilleure couverture « onusienne » pour la « libération » du Koweït par l'impérialisme US –, SA a travaillé consciemment à ajuster son agitation « antiguerre » à l'état d'esprit dominant du moment, qui était le soutien à la guerre. SA a exprimé ouvertement et sans vergogne son social-patriotisme en acceptant que « Soutenons nos soldats – Ramenons-les à la maison » soit le principal mot d'ordre du « mouvement », et en défendant les rubans jaunes [aux Etats-Unis, pendant la guerre du Golfe, accrocher un ruban jaune à sa fenêtre était un moyen de manifester ses sentiments patriotiques] comme symbole approprié pour des « militants de la paix ». Dans un montage photo publié en pages centrales de *Socialist Action* après une des grandes manifestations, on voit en bonne place un manifestant tenant une pancarte où l'on peut lire : « Le Vietnam, c'est 56 000 raisons pour lesquelles nous devons nous retirer du Golfe. » [La guerre du Vietnam avait fait 56 000 morts dans les rangs américains.] Ainsi, les deux millions de Vietnamiens tués par l'impérialisme US ne comptent pas – seulement les « vies américaines » ? SA s'adresse délibérément à la version la plus droitiste du « syndrome vietnamien » – comme quoi le problème est que « nous » avons perdu. Soit dit en passant, SA fait ainsi cause commune avec la mentalité raciste, qui est tellement utile pour mener des guerres coloniales, et qui a permis au général Schwarzkopf de dire à propos des soldats de Saddam Hussein qu'« ils ne font pas partie de la même race humaine ».

Ces gens de Socialist Action, avec leurs « mains propres », ont flanché devant le devoir de s'opposer à « leur propre » impérialisme, qui se trouve être la plus grande bande d'assassins génocides sur cette planète. Nous avons au contraire appelé à la défaite de l'impérialisme, que cela soit ou non « populaire » (et c'était beaucoup plus attirant que d'aucuns pourraient le penser pour les jeunes sérieux, les ouvriers noirs et d'autres). Nous sommes d'accord avec Trotsky quand il écrivait dans la « Déclaration au congrès antiguerre d'Amsterdam », en 1932 : « *Quiconque tente de mettre tous les programmes, tous les partis, tous les drapeaux dans un seul ballot au nom du pacifisme, c'est-à-dire d'un combat superficiel, en paroles, contre la guerre, rend le plus grand service à l'impérialisme.* »

A l'automne dernier, quand les Etats-Unis et leurs alliés concentraient des forces pour leur aventure militaire dans le Golfe, nous écrivions :

« L'Irak n'est pas le Vietnam. Saddam Hussein n'est pas une espèce de révolutionnaire, même pas un stalinien comme Ho Chi Minh au Vietnam, qui malgré la politique de conciliation avec l'impérialisme qu'il a menée à plusieurs moments cruciaux (sans compter l'assassinat des trotskystes vietnamiens) a effectivement mené à la tête de son peuple

une guerre révolutionnaire qui a libéré le Vietnam de ses oppresseurs impérialistes [...]. Mais ce qui n'est pas différent dans le conflit actuel, c'est le rôle de l'impérialisme US. Les dirigeants américains sont les criminels de guerre numéro un de la planète [...]. Une défaite pour les Etats-Unis aujourd'hui dans le Golfe serait un coup porté dans l'intérêt des masses laborieuses du monde entier. »  
— *Workers Vanguard* n° 514,  
16 novembre 1990

Quant à eux, SA et ses semblables ont affirmé tout à fait explicitement qu'ils considéraient le mot d'ordre de *défense de l'Irak* comme complètement inapproprié pour leur « mouvement antiguerre ». « Il faut mettre fin à la guerre », disaient-ils, et peu importe comment celle-ci prend fin. Cela importe-t-il ? N'est-il pas clair aujourd'hui pour vous que la fin de la guerre après un massacre des seules forces irakiennes, une victoire pour l'impérialisme pour laquelle presque aucune goutte de sang américain n'a été versée, constitue le plus grave danger pour l'avenir de cette planète et nous rapproche considérablement des prochaines guerres ? Aujourd'hui où tout le monde fait des meetings pour se lamenter sur le triomphalisme du « nouvel ordre mondial » (hautement instable), n'est-il pas évident que tous savent très bien que la manière dont la guerre a pris fin importe – ils le savaient pendant tout le temps où ils agitaient leurs rubans jaunes. Opportunisme cynique et paternaliste.

La fraction HCMM a parfois réussi à donner une couverture d'aspect orthodoxe à son orientation fondamentalement droitiste, en cherchant à se faire passer pour ceux qui, contrairement à la majorité mandélienne, veulent construire des partis et l'« Internationale ». Par exemple, HCMM et SA sont capables d'employer une phraséologie gauche dans leurs polémiques contre le soutien apologétique que la majorité apporte aux nationalistes petits-bourgeois sandinistes, dont la politique de conciliation avec le capital nicaraguayen et international, au nom de l'« économie mixte » et du « pluralisme politique », a pavé la voie à la victoire électorale de la bourgeoisie procontras rassemblée autour de Violeta Chamorro. Après avoir qualifié le gouvernement sandiniste de « dictature du prolétariat », la majorité du SU défend l'inraisonnable position que le gouvernement Chamorro est toujours à la tête d'un Etat prolétarien (« L'Amérique centrale aujourd'hui », thèse adoptée par le CEI du SU en juin 1990).

Mais la stalinophobie viscérale qui caractérise tant HCMM que Socialist Action est aussi le facteur agissant pour leur ligne sur le Nicaragua. Tandis qu'HCMM déplore l'absence d'une « démocratie socialiste » au Nicaragua, « malgré le fait que ce pays était qualitativement plus libre qu'aucun Etat stalinien », dans les élections de février 1990, SA a soutenu le Mouvement pour l'unité révolutionnaire de l'ex-sandiniste Moises Hassan. En mars dernier, alors que les contras criaient vengeance, Hassan comparait les principaux dirigeants sandinistes à Ceausescu, et il suggérait qu'ils soient jugés pour « corruption, abus de pouvoir et autres crimes graves ».

Le désarroi et les scandales du SU donnent aux opposants de Mandel, dont nous faisons partie, matière à polémiques. Pourtant, tout cela n'est pas vraiment drôle. L'érudit professeur Mandel tient une école de chicane et d'opportunisme éhonté, mais ses « disciples » – ou du moins certains d'entre eux – ont adhéré à des organisations qui se proclamaient socialistes pour libérer cette planète de l'injustice, de l'exploitation et de la guerre, et pas pour prendre des leçons de social-chauvinisme, s'accrocher aux politiciens du PS français et se féliciter de l'« influence de masse » de leurs « proches », comme les partisans tchèques du « libre marché » et les apologistes de gauche de la terreur d'Etat antitamoule à Sri Lanka.

### L'unité allemande divise le SU de Mandel

Aujourd'hui, Mandel a jugé commode de répudier Kuron. Mais quand on en vient à la question russe, une partie significative des cadres et des militants du SU ne sont plus aussi souples. Après avoir servi pendant dix ans de piétaille à la social-démocratie de guerre froide, quand le régime d'Erich Honecker s'est effondré en RDA, toute une aile du SU, menée par Matti, a applaudi ouvertement la contre-révolution capitaliste au nom de l'« unité allemande ».

Pour l'opposition mattiste, la ligne fondamentale est que le droit à l'unité allemande est inconditionnel. Bien qu'elle prétendait être pour une « Allemagne unie et socialiste », la

fraction Matti n'a pas cherché à nier que sa position était un appel non dissimulé à une réunification capitaliste : « *Mettre le socialisme comme condition à l'unité allemande, ce serait renoncer à se faire entendre de ceux qui sont pour l'unification mais qui rejettent le socialisme à cause de la caricature qu'ils en connaissent* » (*Critique communiste* n° 92, janvier 1990).

Après l'abolition du capitalisme en Allemagne de l'Est en 1948, à la suite de la victoire remportée par l'Armée rouge contre les nazis, l'Allemagne a été une nation divisée par une ligne de classe. Mais pour Matti et Socialist Action, face à la campagne de mensonges, de menaces et de déstabilisation des impérialistes visant à l'annexion de la RDA par l'impérialisme ouest-allemand, la question de l'« autodétermination » pour la « nation allemande » a été élevée au-dessus de la défense de classe des formes de propriété prolétarienne et des acquis sociaux de l'ex-Etat ouvrier déformé est-allemand, dans la plus pure tradition kautskyste.

Matti qualifie de « scolastique » toute argumentation comme quoi « *L'Allemagne n'est pas une nation opprimée* », et affirme au contraire :

« L'Allemagne de l'Est est certainement une nation opprimée. Elle est opprimée par l'Union soviétique, qui lui dénie le droit à l'autodétermination, maintenant au pouvoir pendant 40 ans un régime sans légitimité et plaçant 180 000 soldats en garnison à l'intérieur de ses frontières. »

— *Socialist Action*, février 1990  
(traduit par nos soins)

Alan Benjamin, l'ancien rédacteur en chef de *Socialist Action*, a fait un pas supplémentaire en déclarant que les forces soviétiques en Allemagne de l'Est sont une armée d'occupation « impérialiste », et que la classe ouvrière allemande « a été soumise à l'occupation de quatre puissances impérialistes » (mai 1990). Ces lamentations sur l'« oppression » des Allemands par l'Armée rouge mettent ces gens en bloc avec les pires éléments revanchistes de la droite allemande, ceux qui aspirent à « réclamer » tous les territoires allemands perdus du fait de la victoire remportée par les Soviétiques contre le Troisième Reich.

Pour la tendance Matti, le soutien à la contre-révolution capitaliste représente le billet d'entrée dans le Parti socialiste de François Mitterrand – où ont déjà établi leurs pénates d'autres ex-membres de la LCR, comme Henri Weber et Julien Dray (jadis un des lieutenants de Matti dans la direction de la LCR), qui sont actuellement députés PS ou aides de camp dans les palais de la République. Mais l'interpénétration sociale entre la direction de la LCR et le Parti socialiste au pouvoir est un phénomène général ; dans les réunions du comité central de la LCR, c'est l'« ombre » du PS qui détermine les votes. Quant à Socialist Action, l'appétit de ces gens est de servir de larbins à la bureaucratie syndicale américaine de guerre froide, où la capitulation devant l'anticommunisme est un réflexe conditionné.

### Pierre Lambert entre en scène par la droite

Socialist Action ayant repris la position de Matti sur la réunification capitaliste de l'Allemagne, il semble que le Parti communiste internationaliste, l'organisation stalinophobe de Pierre Lambert, ait tourné son attention vers ce groupe. A la veille du congrès mondial du SU, Socialist Action a exclu Alan Benjamin et une demi-douzaine de ses partisans qui avaient assisté, en janvier dernier à Barcelone, à une conférence du « Comité de liaison pour une internationale ouvrière » de Pierre Lambert.

Il est dans l'ordre des choses que Benjamin soit attiré vers l'organisation de Lambert, que sa stalinophobie viscérale avait conduit en 1975 à soutenir un Parti socialiste portugais financé par la CIA qui était le fer de lance de la contre-révolution, conduisait des émeutes anticommunistes et saccageait les permanences du PC. Depuis des lustres, les lambertistes demandaient la réunification inconditionnelle de l'Allemagne sous l'égide du SPD ouest-allemand, lui aussi financé par la CIA pour servir la cause de l'« unité allemande » contre-révolutionnaire.

Trotsky analysait la bureaucratie stalinienne comme une caste fragile et contradictoire, dont le pouvoir dépendait des formes de propriété prolétarienne collectivisée, en même temps qu'elle était le produit et la courroie de transmission des pressions de l'impérialisme mondial. La compréhension de la double nature de la bureaucratie stalinienne est la pierre angulaire de la position de Trotsky sur l'Union soviétique : pour la défense inconditionnelle de

l'URSS contre les attaques impérialistes et la contre-révolution intérieure, et pour une révolution politique ouvrière pour renverser les usurpateurs stalinien, dont la politique de conciliation avec l'impérialisme mine la défense des acquis d'Octobre.

Matti répudie explicitement la position de Trotsky. Dans un article paru dans la revue *Le Marxisme aujourd'hui*, que publie Pierre Broué, et intitulé « Champagne et démocratie » (mars 1991), Matti salue les révoltes « de Varsovie à Bucarest, de Sofia à Prague et à Leipzig », en déclarant que « ces systèmes [...] ne constituaient pas un progrès et n'étaient nullement et d'aucune manière un « dépassement » du capitalisme ». Matti qualifie les acquis sociaux, obtenus grâce à la collectivisation de l'économie, d'alternative réactionnaire et rétrograde à la « démocratie » impérialiste. Il écrit que ces Etats « étaient des prisons pour les peuples. Comme les animaux dans un zoo, les êtres humains étaient censés être nourris, soignés, protégés des prédateurs, mais ils étaient derrière des barreaux. » Après s'être gaussé du programme de révolution politique de Trotsky qu'il qualifie de « schéma idéaliste et gauchiste », Matti appelle à « lutter jusqu'au bout » contre le stalinisme « pour que la démocratie s'étende et règne dans le monde entier comme condition de toute révolution socialiste » ! Dans les années 1950, à la grande époque du mac-carthisme aux Etats-Unis, Max Shachtman et son organisation avaient utilisé exactement la même argumentation pour s'enrôler dans la Guerre froide contre le « stalinisme ».

### Alka-Seltzer ou Champagne : la gueule de bois allemande du SU

Matti écrit : « *Quand le Mur de Berlin est tombé sous les coups du peuple de RDA, nous avons dit "Champagne !" Ceux qui n'avaient pas bien compris l'ampleur de la haine anti-bureaucratique ont crié : "Alka-Seltzer !"* » Cette dernière remarque vise Mandel et ses partisans.

Dans sa brochure *Quand le stalinisme s'écroule* (décembre 1989), Mandel caractérisait la revendication de « réunification allemande inconditionnelle » de « position totalement réactionnaire ». Au lieu de ça, faisant en cela écho au nationalisme de la RDA encouragé par le régime stalinien (construire le socialisme dans un demi-pays ?), Mandel défendait « la souveraineté des masses populaires de la RDA » (*Rouge* n° 1391, 8 mars 1990).

Lors d'une conférence à l'université Humboldt de Berlin-Est, en novembre 1989, Mandel appelait une « avant-garde politiquement capable » à « ouvrir la voie à la victoire et à la consolidation de la révolution politique ». Il ne parlait bien sûr pas des partisans du SU regroupés dans le Parti socialiste unifié (VSP) ouest-allemand – à l'époque, ceux-ci ne défendaient même pas sur le papier la RDA contre l'impérialisme. L'« avant-garde » que soutenait le SU de Mandel, c'était la Gauche unie (VL) – un des nombreux satellites de gauche des débris des ex-staliniens de RDA (le SED, plus tard rebaptisé PDS). VL capitulait devant la campagne pour la réunification capitaliste, tout en colportant la fable front-populiste d'un processus de restauration du capitalisme progressif et pacifique, une « économie de marché » dans laquelle les acquis de l'Etat ouvrier est-allemand pourraient être préservés par la voie parlementaire. Faisant écho à la bureaucratie stalinienne, VL parlait toujours de défendre la « souveraineté de la RDA »... et quand cette manière nationalement étroite de défendre la propriété collectivisée, au nom d'un ersatz de nationalisme, s'est effondrée devant l'offensive ouest-allemande, VL n'avait pas plus de réponse que les stalinien. Sa plate-forme électorale appelait à un « accord de coopération » et à une « confédération », faisant ainsi écho au SED/PDS qui cherchait simplement à ralentir le processus de réunification.

Aujourd'hui que les impérialistes ouest-allemands sont en train de laminer totalement l'économie de l'Allemagne de l'Est et de démanteler tous les acquis sociaux, une résolution de la majorité du SU, « Sur la réunification capitaliste de l'Allemagne » (novembre 1990), déclare sans vergogne que celle-ci confirme « le bien fondé de notre opposition résolue à l'unification allemande » ! Mais dans *Quand le stalinisme s'écroule*, Mandel avait présenté le scénario suivant :

« Unification de l'Allemagne ? Bien sûr. Mais à condition que l'Allemagne unifiée sorte de l'OTAN. Que les troupes étrangères se retirent préalablement de toute l'Allemagne. Que la Bundeswehr soit réduite à la portion congrue. Que l'appareil et la législation de

répression soient démantelés. Que les salaires en RDA soient rapidement adaptés à ceux de la RFA [...].»

C'est la même ligne que celle du PDS, qui acceptait l'inévitabilité, sinon la désirabilité, de la réunification capitaliste. (Un des mots d'ordre du PDS pour les élections du 18 mars était : « *Nous sommes un seul peuple - 1:1* » ; ainsi, son unique condition à l'unification était un taux de change d'un mark est-allemand pour un mark ouest-allemand). Notons aussi que Mandel, comme Matti, appelle au retrait des troupes soviétiques qui constituaient la défense de première ligne de la RDA contre l'OTAN, tout en préconisant une réduction des effectifs des forces armées de l'impérialisme allemand, comme le font dans tous les pays les réformistes qui plaident pour une réduction des « dépenses militaires excessives » compatible avec « notre défense nationale ». Les « conditions » de Mandel prévoient un Etat capitaliste « neutre », comme peut-être la Suisse (non membre de l'OTAN) ou les soi-disant pays « non alignés » du tiers-monde.

La Ligue communiste internationale a été la seule tendance dont les forces ont combattu bec et ongles contre la réunification capitaliste de l'Allemagne. Quand nous sommes intervenus dans la révolution politique qui avait commencé en RDA après l'effondrement du régime Honecker, nous l'avons fait avec le mot d'ordre d'« *Une Allemagne des conseils ouvriers!* » Sous le régime de tels conseils, la « question nationale » allemande aurait été résolue à travers une révolution socialiste à l'Ouest et une révolution politique prolétarienne en RDA.

Malgré la faiblesse de nos forces, nous avons fait paraître notre presse à un rythme élevé, distribué des millions d'exemplaires de publications trotskystes aux ouvriers, aux soldats et aux jeunes de RDA. Quand des fascistes ont profané un monument aux soldats de l'Armée rouge tombés dans la bataille pour écraser les nazis, la Troztkistische Liga Deutschlands et les Spartakist-Gruppen (qui devaient par la suite fusionner pour constituer le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, SpAD) ont pris l'initiative d'appeler à une action ouvrière de front unique de masse pour stopper les fascistes. Cette initiative reçut un bon accueil dans les usines et les lieux de travail dans tout Berlin, ce qui conduisit les staliniens du SED alors encore au pouvoir à mobiliser leurs forces.

Le 3 janvier 1989, 250 000 personnes se sont rassemblées à Treptow Park, à Berlin-Est. Nos camarades ont mis en avant le programme du trotskysme, appelant au front unique ouvrier contre les fascistes, à des milices ouvrières et à forger « un nouveau parti ouvrier - avec égalité des droits et des devoirs - dans l'esprit de Lénine, Liebknecht et Luxemburg ». Nos mises en garde quant aux dangers de restauration du capitalisme et au rôle traître du SPD, nos critiques de l'incompétence des ex-dirigeants staliniens et notre opposition à la perestroïka de Gorbatchev provoquèrent force huées dans une assistance largement composée de militants du SED.

Les impérialistes ouest-allemands et leurs hommes de paille sociaux-démocrates du SPD écumèrent de rage face à cette mobilisation prosoviétique et antifasciste de masse, dans laquelle ils voyaient à juste titre les forces qui pouvaient l'emporter face à l'Anschluss capitaliste. Ils minimisèrent la menace fasciste et prétendirent que le SED avait lui-même concocté les provocations. Les alliés de Mandel dans VL ont fait écho à cette campagne en exigeant du SpAD qu'il désavoue la manifestation de Treptow!

Après Treptow, les impérialistes ont poussé les feux de leur offensive pour annexer la RDA à l'exploitation capitaliste. Ils ont lancé une campagne de déstabilisation massive qui n'avait rien à envier aux efforts de la CIA pour « saigner l'économie » dans le Chili d'Allende. Les élections, prévues pour le mois de mai, furent avancées au 18 mars. Plus de 20 milliards de deutschemarks furent injectés en RDA par l'intermédiaire d'officines liées à la CDU de Kohl et au SPD. Gorbatchev donna le feu vert, et le SED/PDS capitula devant l'offensive impérialiste.

Dans les élections, nos camarades du SpAD ont mené campagne sur le mot d'ordre « *Non à la réunification capitaliste - Pour une Allemagne des conseils ouvriers!* » Le manifeste électoral du SpAD déclarait :

« Aujourd'hui, la question c'est la révolution ou la contre-révolution. Nous, les travailleurs, avons construit l'économie collectivisée sur les ruines du Troisième Reich de Hitler. Le stalinisme a lamentablement démontré sa banqueroute. Mais personne n'a le droit de livrer au capital ce que des millions [de tra-

vailleurs] ont créé! Nous devons défendre nos acquis sociaux et notre Etat ouvrier. Nous avons beaucoup à perdre et tout à gagner! [...]. Aujourd'hui, une lutte résolue des travailleurs en RDA peut être l'étincelle pour que les travailleurs de RFA repoussent les attaques des patrons, et ouvrir la voie à une lutte de classe véritable pour le pouvoir: la révolution sociale à l'Ouest. »

Nous nous sommes battus contre un torrent de mensonges et de déstabilisation impérialistes. Des millions de gens ont été intoxiqués par l'espoir fallacieux que la réunification amènerait la prospérité du deutschemark. Les mises en garde du SpAD - que la prise de contrôle de la RDA par l'Allemagne de l'Ouest impérialiste signifierait un chômage de masse, des attaques contre les femmes et les travailleurs étrangers, la montée des forces fascistes et de l'impérialisme de la Grande Allemagne - ont attiré les foudres des staliniens, des sociaux-démocrates et de tous ceux qui s'accrochent à leurs basques.

Aujourd'hui, plus de 50 % de la population de la RDA déclare regretter avoir soutenu la réunification. Les mattistes, ainsi que les ailes d'un Socialist Action maintenant éclaté, s'extasiaient l'année dernière devant les impressionnantes manifestations réactionnaires de Leipzig, lesquelles réclamaient « l'Allemagne, une seule patrie ». Ils déclaraient que quiconque ne soutenait pas la réunification inconditionnelle de l'Allemagne serait rejeté sur le bord du chemin. A Leipzig, les manifestations de masse se font maintenant derrière des banderoles syndicales rouges - les ouvriers est-allemands mènent une lutte désespérée pour résister aux ravages de la réunification capitaliste. Aujourd'hui, qui est sur le bord du chemin?

Les mandéliens s'insinuent maintenant en rampant dans le PDS, le pitoyable reliquat social-démocrate de l'ancien régime stalinien de la RDA. La résolution de la majorité mandélienne argumente que « l'évolution du PDS n'est pas achevée » et appelle à « l'unité d'action, des accords électoraux avec ce parti ». De fait, un mandélien allemand de longue date, Jakob Moneta, s'est fait élire au comité central du PDS!

Ceci aurait pu provoquer une certaine gêne dans les rangs d'une opposition dont le dirigeant Matti appelle à « juger les staliniens [...], comme l'ont été les nazis à Nuremberg ». Mais comme nous l'avons vu, dans cette « Internationale » antiléniniste, il y a de la place pour tout le monde. La norme léniniste du centralisme démocratique est inséparable d'un programme révolutionnaire, et d'un parti qui veut prendre le pouvoir à la tête d'un prolétariat insurgé et conscient. Ceci n'a rien à voir avec les appétits du SU.

Les événements d'Allemagne sont un test décisif pour toute tendance qui - comme le font aujourd'hui Mandel et Cie - affirme s'opposer à la restauration du capitalisme dans les Etats de l'ex-bloc soviétique. Nous, trotskystes de la LCI, avons jeté nos modestes forces dans la révolution politique naissante en RDA. Nous nous sommes battus pour présenter une alternative, une direction révolutionnaire, dans une situation de courte durée qui ouvrirait de larges perspectives. Nous avons cherché à rallier la masse des travailleurs pour défendre la RDA contre le danger d'Anschluss capitaliste, par exemple avec la manifestation de Treptow. Mais le PDS a capitulé, et la classe ouvrière, politiquement démobilisée par des années de régime bureaucratique en RDA, et à qui il manquait une confiance si minime soit elle dans la lutte de classe internationale, est demeurée passive et atomisée.

Le capital ouest-allemand, dont le fer de lance était le « cheval de Troie » du SPD, s'est imposé avec sa formidable puissance et a repris la RDA. Il ne faut pas sous-estimer l'importance de cette défaite pour les travailleurs du monde entier, ni oublier ceux qui l'ont applaudie et ceux qui en ont été les complices. Aujourd'hui que l'état d'esprit des masses de l'ex-RDA est en train de changer, la LCI a gagné un grand crédit aux yeux de nombreux travailleurs est-allemands, parce que nous avons combattu la réunification capitaliste avec les modestes forces à notre disposition. Et pas seulement là-bas. C'est notre intervention dans les événements d'Allemagne qui a gagné au drapeau de la LCI de nouvelles adhésions et de nouveaux regroupements. Notre combat pour la révolution politique comme seul obstacle véritablement efficace à l'Anschluss impérialiste, notre défense des acquis sociaux de la RDA, notre travail pour la solidarité internationaliste avec les soldats de l'Armée rouge, ainsi qu'avec les travailleurs vietnamiens, polonais et africains en RDA, ont gagné de nouvelles forces à la LCI, celles de militants qui se sont détachés de l'orbite du

stalinisme ou de courants « trotskystes » en Pologne, au Canada, au Mexique ainsi qu'en RDA.

## Stalinophobie « triangulaire » et « Sainte-Alliance »

La majorité du SU, menée par Mandel, analyse les événements actuels en Union soviétique en termes d'une « lutte triangulaire » entre les forces de la contre-révolution, le prolétariat et la bureaucratie stalinienne. Cette méthodologie est fondamentalement une méthodologie de « troisième camp »: elle considère la bureaucratie comme une sorte de formation sociale homogène - c'est-à-dire comme une classe. Mandel présente Gorbatchev et sa politique de perestroïka comme une tentative rationnelle de la bureaucratie pour perpétuer son pouvoir social et conserver ses privilèges.

La minorité mattiste refuse à juste titre d'assigner à la bureaucratie un rôle indépendant : « *Nous ne croyions pas la bureaucratie capable de tracer durablement une nouvelle politique indépendante de l'impérialisme pas plus que de faire face à la montée des oppositions populaires, ouvrières et nationales.* » Au lieu de cela, la minorité mattiste tire simplement, et bien commodément, un trait d'égalité entre les intérêts de la bureaucratie et ceux de l'impérialisme mondial, ce qui lui permet de ce fait de présenter toute mobilisation populaire, quelque contre-révolutionnaire que puisse être son programme, comme une expression progressiste d'antistalinisme ouvrier :

« Pour nous il y avait polarisation de classes entre deux camps, l'impérialisme et la bureaucratie d'une part, la classe ouvrière d'autre part. Et non pas un combat "triangulaire", impérialisme, bureaucratie, classe ouvrière. »

— « Contre-résolution sur la situation internationale »

Ce qui est absent chez les deux parties prenantes de ce débat, c'est la profonde analyse de Léon Trotsky pour qui la bureaucratie est une caste instable et hétérogène, dont les privilèges ne reposent sur aucune base dans les fondements économiques de la société. Les bureaucraties stalinienne se désintègrent aujourd'hui sous l'impact combiné du marché mondial impérialiste et de l'agitation populaire; une partie significative de ces bureaucraties pille ouvertement la propriété d'Etat pour tenter de s'acheter une place dans une nouvelle classe capitaliste. Une classe ouvrière indépendante, combattant en son nom propre, n'a pas encore fait son entrée sur la scène historique. Quand ce sera le cas, les événements suivront vraisemblablement les grandes lignes esquissées il y a presque 58 ans de cela par Trotsky dans son essai « La Quatrième Internationale et l'URSS - La nature de classe de l'Etat soviétique » (*Oeuvres*, tome 2):

« La véritable guerre civile pourrait éclater non pas entre la bureaucratie stalinienne et le prolétariat qui la soutient, mais entre le prolétariat et les forces actives de la contre-révolution. D'un rôle indépendant de la bureaucratie, au cas d'un conflit de deux camps de masse, il ne peut être question. Ses flancs opposés se répartiraient sur les divers côtés de la barricade. C'est l'issue de la lutte, naturellement, qui déterminerait le sort du développement ultérieur. En tout cas, la victoire du camp révolutionnaire n'est concevable que sous la direction d'un parti prolétarien qui, par la victoire sur la contre-révolution, serait naturellement élevé au pouvoir. »

## La question nationale en Union soviétique

Les deux principales ailes du SU sont d'accord pour soutenir toutes les manifestations de nationalisme qui éclatent en Union soviétique, en particulier les sinistres mouvements séparatistes baltes qui, sous couvert d'« indépendance nationale », ont comme objectif une contre-révolution capitaliste sanglante. Ce soutien a conduit le SU de Mandel à l'acte scandaleux qu'a été la publication dans sa revue *International Viewpoint* (18 septembre 1989) d'un article à la louange des « Frères de la Forêt », les nazis estoniens, présentés comme des combattants de la « liberté » dans la « lutte armée contre le stalinisme »!

La publication de cet article n'était pas une aberration! *International Viewpoint* a fait l'éloge de toutes les oppositions nationalistes, depuis les « fronts populaires » baltes jusqu'au Mouvement national arménien en passant par le Roukh ukrainien, et a publié leurs documents. Ces nationalistes manipulent l'hostilité populaire contre le chauvinisme grand-russe de la bureaucratie du Kremlin, ainsi que la désintégration de l'économie centralisée, et ils colportent leurs propres versions de l'idéologie

nationaliste, qui vont de la xénophobie au fascisme pur et simple. Depuis au moins 1986, un des dirigeants polonais du SU, Z. Kowalewski, a publié des articles à la louange des fascistes ukrainiens « antistaliniens », et s'est prononcé explicitement contre la défense « en Ukraine » de l'Union soviétique pendant la Deuxième Guerre mondiale.

En tant que trotskystes, nous sommes pour la réorganisation démocratique de l'Union soviétique, et pour le droit de toute nationalité avec une direction qui s'oppose à la contre-révolution de s'en retirer dans la mesure qu'elle considère nécessaire. Mais nous sommes totalement opposés à toutes les tentatives de contre-révolution capitaliste dans les Etats ouvriers déformés. Le SU essaie d'utiliser les écrits de Trotsky sur l'Ukraine comme couverture pour son suivisme des nationalistes baltes contre-révolutionnaires. Mais Trotsky appelait à une « Ukraine soviétique indépendante », et il polémiquait énergiquement contre ceux qui plaçaient la question nationale au-dessus de la question de quelle classe sera la classe dirigeante :

« Le problème national considéré en dehors des rapports entre classes est une fiction, un mensonge: c'est un nœud coulant à la gorge du prolétariat. [...] du point de vue prolétarien, ni la démocratie dans son ensemble, ni le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, comme partie essentielle des principes démocratiques, ne sont à placer au-dessus des classes et ne sont un critérium suprême de la politique révolutionnaire. »

— « La défense de l'URSS et l'Opposition », septembre 1929

Matti et Mandel sont sur ce point complètement d'accord entre eux, et complètement en opposition avec la conception de Trotsky. Utilisant les mêmes arguments que ceux qu'il avait développés avec l'« unité allemande », Matti écrit :

« Et s'il y a un authentique mouvement de masse qui demande, dans la lutte, à exercer son droit de sécession, alors le rôle des marxistes est de soutenir ce [droit] ouvertement, indépendamment du caractère de classe, du caractère politique de sa direction, et de combattre pour en gagner la direction. Cela resterait vrai même si le mouvement était dirigé par des forces qui veulent la restauration du capitalisme, l'intégration à la communauté européenne, etc., et qui sont vigoureusement soutenues par l'impérialisme. »

Position à laquelle fait écho le projet de résolution de la majorité mandélienne, qui déclare :

« Cette attitude fondamentale se traduit pour les marxistes révolutionnaires, par la défense inconditionnelle du droit des nations opprimées à l'autodétermination, donc le droit à la séparation étatique. Ceci est vrai y compris si la dynamique d'une telle séparation est la restauration capitaliste, quand tel est le souhait majoritaire de la communauté concernée. »

C'est cependant insuffisant pour Matti, qui argumente que la majorité mandélienne ne fait que soutenir le « droit à l'autodétermination », au lieu d'aller jusqu'au bout et d'appeler à l'indépendance.

Aujourd'hui en URSS, la bureaucratie de Gorbatchev/Eltsine s'engage à orchestrer la restauration du capitalisme, tandis que les nationalistes baltes se réfèrent à l'époque des « républiques de l'entre-deux-guerres » autoritaires et fascistes, et font ouvertement appel à l'impérialisme américain pour qu'il soutienne leurs efforts visant à démembrer l'URSS. Les héritiers banqueroutiers de Staline ont préparé le terrain pour la crise actuelle, non seulement en instituant la politique antisocialiste de la perestroïka, mais aussi par leur volonté apparemment sans limite de se concilier l'impérialisme, avec le retrait d'Afghanistan et leur infâme soutien au massacre américain dans le Golfe. Comme nous l'avons dit: il aurait mieux valu combattre l'impérialisme jusqu'au bout en Afghanistan, plutôt que de devoir le combattre maintenant à l'intérieur de l'URSS!

## Mandel à Moscou

Après six décennies et demi de pouvoir stalinien, l'Union soviétique se dirige tout droit vers une catastrophe. Avec l'effondrement de l'économie, les forces qui poussent vers la contre-révolution capitaliste et les affrontements nationalistes sanglants se sont renforcées à un rythme soutenu. L'élite bureaucratique du Kremlin se désintègre et tend à se bipolariser. D'un côté, il y a les rejets privilégiés des apparatchiks de Staline, qui veulent vivre comme des « yuppies » américains ou allemands. Ces partisans du « libre marché », qui s'appellent eux-mêmes « démocrates », veulent brader la propriété collectivisée de l'Union soviétique aux impérialistes. De l'autre côté, il y a des apparatchiks staliniens conser-

vateurs, des militaires et des responsables du KGB qui veulent revenir à l'époque où ils n'avaient qu'à donner des ordres pour que tout le monde obtempère. Ils font appel au nationalisme grand-russe et même à une démagogie antisémite abjecte, et s'appellent eux-mêmes « patriotes ».

Ce qui manque dans les divisions idéologiques actuelles, c'est la classe ouvrière soviétique, qui est restée jusqu'ici prisonnière du cadre politique établi par les fractions antagonistes de la bureaucratie et de l'intelligentsia. Les « démocrates » ont essayé d'atteler le prolétariat au char de la restauration du capitalisme, en faisant l'amalgame entre la planification et la gestion centralisées, et le commandisme bureaucratique, l'arbitraire et le parasitisme de la bureaucratie stalinienne. Mais face au pillage en règle des entreprises d'Etat, perpétré par les gestionnaires locaux qui cherchent à s'acheter une place dans une nouvelle bourgeoisie, le mécontentement ouvrier se développe aujourd'hui en URSS par à-coups successifs. C'est pourquoi les « démocrates » tentent cyniquement de récupérer la colère populaire en appelant à l'« autogestion » ouvrière.

Cette dynamique a été expliquée très clairement par Alexandre Bouzgaline, un représentant de la « Plate-forme marxiste » dans le Parti communiste d'Union soviétique, qui était invité au congrès mondial du SU. Dans une interview reproduite dans *International Viewpoint*, Bouzgaline argumentait : « L'une des tâches les plus importantes est de travailler à l'intérieur des mouvements démocratiques de masse. La majorité de ces mouvements disent qu'ils sont antisocialistes, antimarxistes et anti-PCUS. Mais si vous leur demandez s'ils soutiendraient une véritable autogestion pour les ouvriers, ils répondent oui. » Bouzgaline, qui est de toute évidence membre de l'aile droite de la « Plate-forme marxiste », explique avec tristesse que d'autres membres de son organisation considèrent qu'il est « impossible de travailler dans un mouvement qui dit "non au socialisme" ». Mais ceci n'est pas un problème pour les mandéliens, qui ont beaucoup d'expérience pour ce qui est de nager avec le courant de la démocratie proimpérialiste.

Les mandéliens se sont faits depuis longtemps les avocats de l'« autogestion ouvrière » et du « contrôle ouvrier », précisément parce qu'il s'agit là de formules élastiques qui masquent les questions de classe fondamentales, à savoir quelle classe doit diriger la société. Défendre aujourd'hui l'« autogestion » en Union soviétique leur permet de flatter, au lieu de combattre, les préjugés syndicalistes qui prédominent dans les secteurs actifs de la classe ouvrière soviétique, comme les mineurs, et de coexister avec des forces ouvertement procapitalistes dans le soi-disant mouvement « démocratique ».

Aujourd'hui, en Union soviétique, les partisans d'une privatisation au coup par coup sont tout à fait disposés à appeler au « contrôle ouvrier » – par exemple que les ouvriers de telle ou telle entreprise aient le « droit » d'écouler leur production sur le marché, de conclure leurs propres accords avec des capitalistes étrangers, d'acheter et de vendre sur le marché mondial, etc. La concurrence entre entreprises isolées, même sous le régime de l'« autogestion » ouvrière, ne peut que renforcer les inégalités et miner la solidarité sociale de la classe ouvrière. C'est exactement ce qui s'est passé en Yougoslavie, où un programme de « réformes de marché », couplé avec l'« autogestion », a accru les disparités économiques entre les différentes nationalités, attisant ainsi le développement des antagonismes nationaux et des forces favorables à la restauration du capitalisme qui sont maintenant en train de faire éclater le pays.

Le fait que de nombreux citoyens soviétiques, y compris des prolétaires démorales, puissent soutenir ou au moins accepter la création d'une « économie de marché » comme moyen de régénérer la vie économique de l'URSS, cela n'est pas surprenant. Depuis des dizaines d'années, le stalinisme prêchait que le capitalisme constituait l'alternative à « notre système socialiste », et maintenant les dirigeants soviétiques eux-mêmes disent que « le socialisme a fait faillite ». Il est aussi compréhensible, par exemple, que des mineurs poussés au désespoir par l'impossibilité de se procurer, depuis des mois, des produits de consommation vitaux comme le savon, revendiquent la possibilité de vendre eux-mêmes leur production sur le marché mondial et d'acheter ce dont ils ont besoin. Si le capita-

lisme approche, se disent-ils, nous savons que les gars d'en haut vont sûrement trouver le moyen d'avoir « leur part » – nous ferions bien de nous préoccuper de comment obtenir une part pour nous-mêmes. Comme de juste, arrive alors Ernest Mandel qui s'extasie devant ces impulsions à développer un programme pour le démantèlement de l'économie collectivisée « sous contrôle ouvrier ».

Chacun sait que le réformisme est l'idéologie qui reflète les intérêts sociaux de cette couche de la société capitaliste qu'on appelle l'« aristocratie ouvrière ». Le rôle classique des réformistes est de se présenter comme des gens qui « combattent pour les ouvriers » dans le cadre de la perpétuation du système : les Rockefeller vont bien sûr garder leurs milliards, et les autres, c'est-à-dire nous, nous allons nous disputer pour décider qui aura ce qui reste. Quelle différence fondamentale existe-t-il entre un apparatchik syndical américain, ou un politicien « socialiste » français, qui tous deux servent leurs maîtres bourgeois, et un Ernest Mandel qui réclame qu'on protège les « droits des travailleurs » tout en s'acquinant à Moscou avec des forces « démocratiques » qui disent « non au socialisme » ? Essentiellement ceci : aujourd'hui, un programme d'opportunisme vis-à-vis des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés ne signifie pas « simplement » refuser de se battre pour une révolution là où le capitalisme existe, mais en arriver à soutenir la contre-révolution pour démanteler ce qui subsiste encore des grands acquis sociaux pour lesquels des millions de travailleurs ont donné leur vie pendant la Révolution bolchévique, la Guerre civile et la Deuxième Guerre mondiale.

En tant que trotskystes, nous nous battons, plus convaincus que jamais de l'urgence de ce combat, pour une révolution politique contre la bureaucratie stalinienne défaitiste et discréditée, qui présente maintenant la réintroduction de la propriété privée comme la voie pour sortir du merdier qu'elle a elle-même créé. Nous appelons à des comités ouvriers indépendants dans les entreprises « pour empêcher le sabotage bureaucratique ainsi que les tentatives de privatisation » :

« De tels comités ouvriers peuvent constituer la base de soviets, attirant dans leurs rangs les travailleurs des fermes collectives, les minorités opprimées, les travailleuses, les soldats et les officiers de l'Armée rouge, les retraités, ceux qui à tous les niveaux de la société soviétique veulent être des communistes, et les quelques membres de l'intelligentsia qui surmontent leurs appétits corrompus et embrassent la cause de la classe ouvrière. Il ne doit y avoir aucune place dans ces soviets pour les nouveaux parasites et les exploités, ni pour ceux qui au sein de la bureaucratie s'en font les idéologues et les encouragent. Les ouvriers et leurs alliés détermineront eux-mêmes, par leur libre suffrage, quels partis ils reconnaissent comme des partis soviétiques. Nous sommes pour un gouvernement basé sur la démocratie des soviets, telle qu'elle avait été établie par la révolution d'Octobre en 1917. »

— « Où va l'Union soviétique ? »,  
*Workers Vanguard* n°522, 15 mars

Au niveau économique, l'analyse et le programme développés par Trotsky dans la *Révolution trahie* sont si convaincants et applicables de façon tellement évidente aux Etats ouvriers déformés d'aujourd'hui que des lecteurs est-allemands nous ont souvent demandé : « Est-ce que ça a été écrit hier ? » Trotsky envisageait que les calculs du marché jouent un rôle dans la planification économique, ceci constituant la manière la plus évidente de déterminer quels biens de consommation les gens désirent effectivement. Mais le cadre dans lequel les mécanismes du marché peuvent jouer un rôle dans la détermination démocratique de la production et du système de prix, c'est la préservation de la propriété nationalisée et de la gestion économique centralisée. Si les travailleurs reprennent le pouvoir politique des mains des usurpateurs staliens, et assurent à nouveau la direction de la société soviétique, si la politique écono-

mique et les priorités sociales sont déterminées démocratiquement et collectivement par la masse des travailleurs, la productivité et l'efficacité économique feront un énorme bond en avant.

En 1932, Trotsky écrivait que « c'est seulement grâce à l'interaction de ces trois éléments, la planification d'Etat, le marché et la démocratie des soviets, que l'orientation correcte de l'économie de l'époque de transition peut être obtenue ». Il devrait aller sans dire que le jeu aveugle des forces du marché ne fournira jamais de crèches, d'éducation et de soins médicaux convenables. La détermination équitable du niveau des salaires, des loyers, des retraites et autres nécessite l'établissement conscient d'une politique sociale, ce qui passe par un débat général dans un Etat ouvrier où les ouvriers exercent réellement le pouvoir. Une économie soviétique en développement doit faire partie intégrante d'une division internationale du travail, elle-même produit de l'extension internationale de la révolution socialiste.

## Pour une direction révolutionnaire ! Pour la Quatrième Internationale !

Le 18 janvier, dans les locaux moscovites du comité central du Parti communiste, Mandel figurait parmi les orateurs invités pour présenter l'édition russe de *Socialisme de l'avenir* – le journal théorique des partis sociaux-démocrates espagnol, italien, français et allemand, qui compte dans son comité de rédaction, entre autres, Willy Brandt et Mikhaïl Gorbatchev. Dans son intervention, Mandel a clairement exprimé son projet de travailler à l'unité des Deuxième et Troisième Internationales :

« Après une longue période de persécution et d'isolement, la Quatrième Internationale est aujourd'hui reconnue comme partie intégrante du mouvement ouvrier et des « nouveaux mouvements sociaux » dans toute une série de pays, grâce au rôle que nous jouons au sein du mouvement de masse. Nous avons développé au sein de ces mouvements une approche profondément unificatrice. Nous défendons l'unité dans la lutte pour des objectifs communs, en dépassant toutes les divergences qui séparent les partis communistes et les ex-partis communistes d'une part, et les partis sociaux-démocrates d'autre part. »

— *Bulletin in Defense of Marxism*,  
avril

Voilà donc que Mandel, qui prétend porter l'étendard de la Quatrième Internationale de Trotsky, tire gloire d'un projet visant à l'« unité » politique de la Deuxième et de la Troisième Internationales. Il ne fait aucun doute qu'il y aura preneur parmi les staliens en mouvement rapide vers la social-démocratie. Pour un révolutionnaire, quels « objectifs communs » peut-il y avoir avec ceux qui défendent la tradition des dernières 75 années de trahisons politiques ? Mais Mandel n'a pas besoin de s'en inquiéter.

Ce n'est pas le communisme qui a « fait faillite », mais le stalinisme. Et la social-démocratie a depuis longtemps abandonné l'objectif du socialisme en faveur de la défense de l'ordre et des intérêts de sa propre bourgeoisie. Après avoir nourri, en son sein et chez ses partisans, l'illusion qu'une autre force – le stalinisme, Mitterrand, les sandinistes nicaraguayens, l'OLP et autres – accomplirait le travail dont Trotsky pensait qu'il incombait à la Quatrième Internationale, pas étonnant que le SU connaisse lui aussi une « crise de crédibilité ».

Dans notre déclaration de fondation de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), en 1989, nous écrivions :

« Le stalinisme a certes créé des millions d'anticommunistes et le niveau général d'identification du progrès humain à l'idée du communisme est à un point relativement bas. Pourtant, partout dans le monde, l'impérialisme travaille à créer des millions de nouveaux militants subjectivement commu-

nistes et nombreux sont ceux qui ressentent l'absence d'une véritable direction révolutionnaire. Le stalinisme, particulièrement dans les pays capitalistes européens où il maintenait une emprise sur de grands secteurs de la classe ouvrière, est entré dans une crise qui pourrait bien lui être fatale. Le programme de l'internationalisme léniniste peut être avancé avec d'autant plus d'impact. »

— *le Bolchévick* n°94, juin-juillet 1989

De temps en temps, des partisans déçus d'Ernest Mandel se mettent à se demander à quoi lui sert une « Quatrième Internationale ». Actuellement, il apparaît peut-être plus clairement que d'habitude que pour le genre d'opération que Mandel a en tête, il n'y a guère besoin de quelque « Internationale » que ce soit – de fait, d'autres notables comme Pierre Broué ou Vanessa Redgrave sont en quête d'une niche similaire comme conseillers d'éléments de l'intelligentsia et de la bureaucratie de la perestroïka, sans avoir derrière eux grand-chose en termes de groupe de soutien organisé. Mais la question importante est de savoir si cette planète a besoin d'un parti de plus dont le rôle est de contribuer au confusionnisme organisé, de dire aux ouvriers ce qu'ils semblent vouloir entendre. Dont la « méthode de transition » est de nager avec le courant, quelque réactionnaire ou dévoyé qu'il soit (et n'oublions pas Brian Grogan s'enthousiasmant pour le SU sur le thème « comme ça fait du bien d'être à l'unisson des masses » – en criant « Allah Akbar » dans les manifestations pro-Khomeiny en Iran). Tous les réformistes disent : « C'est important de faire toutes ces expériences avec la classe ouvrière ». Eh bien, il y a certaines expériences qu'il faut traverser en résistant et en se débattant tout du long, et les travailleurs se souviendront qui leur avait dit la vérité et avait essayé de se comporter comme une direction.

Pour Mandel et ses acolytes, l'axiome de base est que seuls des « sectaires » et des « élitistes » peuvent oser dire : notre organisation est une composante nécessaire de la future avant-garde communiste qui sera la direction de la classe ouvrière, parce que notre programme représente les intérêts véritables, à long terme, du prolétariat. Mais en réalité, quelle autre justification pourrait-il y avoir pour l'existence d'une organisation ? Membres du SU qui cherchez la voie du communisme : vous n'êtes pas devenus des communistes uniquement pour aller acclamer les forces « objectives ». A quoi sert une organisation dont les prétentions à être une « direction » se limitent au mieux à avoir été les avocats « conséquents » de tout ce qui a pu être populaire à un moment donné ou à un autre. (Mais quand le soutien à ces forces « populaires » se révèle être un désastre sanglant, le SU s'empresse de l'oublier et passe à autre chose.) En tant que partisan de Mandel et de son SU, le mieux qui puisse vous arriver c'est de travailler aux côtés des réformistes sociaux-démocrates et staliens en adoration devant le fait accompli, de « participer » par procuration à des « mouvements de masse » à droite et à gauche, depuis Solidarność jusqu'aux sandinistes – des mouvements sur lesquels vous ne pouvez en fait exercer aucune influence, bonne ou mauvaise. Comme un homme installé dans un train dans le sens contraire de la marche, vous ne pouvez rien voir avant de l'avoir dépassé (et si vous parvenez à voir quoi que ce soit).

En tant que trotskystes, notre objectif est de construire un parti mondial de la lutte révolutionnaire, un facteur crucial pour modeler le cours de l'histoire. Aux partisans du SU, nous donnons ce conseil : sortez de votre bibliothèque quelques textes de Trotsky – *En défense du marxisme*, par exemple. Vous y trouverez un gouffre entre les programmes de vos dirigeants et l'esprit d'intransigeance révolutionnaire dont Trotsky était animé quand il se battait pour construire un parti révolutionnaire authentique, la Quatrième Internationale. Dans les œuvres de Trotsky, comme dans celles de Lénine, vous ne trouverez aucune trace de la « méthode » du SU – flatter les illusions du moment –, mais au contraire l'effort constant pour discerner et incarner le combat pour les vrais intérêts du prolétariat international et des masses opprimées. Vous devez placer cette même intransigeance au centre de vos interventions dans la lutte sociale, ou alors toute votre énergie et tout votre activisme ne serviront que les réformistes qui trahissent le socialisme. Nous, militants de la Ligue communiste internationale, voulons vous aider à vous battre pour trouver la voie qui va du SU vers le trotskysme. ■

## Spartacist

Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le comité exécutif international de la LCI

Edition française n° 26 – Printemps 1991 – 10F

- Textes de discussion et documents sur l'effondrement du stalinisme
- Le « Trotsky » de Pierre Broué : taillé sur mesure pour la perestroïka

Paris : Le Bolchévick  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Tél : 42 08 01 49

Rouen : Spartacist  
BP 240  
76003 Rouen Cedex  
Tél : 35 73 74 47

Lyon : Spartacist  
BP 7104  
69353 Lyon Cedex 07  
Tél : 72 74 96 94